



Message du Directeur Exécutif

Nous saluons toutes les parties prenantes au sein de l'Initiative du Bassin du Nil. Nous avons le plaisir de vous faire part de nos acquis et défis du trimestre de juillet—septembre 2007. Bon nombre d'activités critiques ont eu lieu peu avant et pendant cette période. Vers fin juin 2007, les négociations ministérielles au niveau du cadre coopératif pour le Bassin du Nil étaient conclues. La 15^{ème} réunion du Conseil des Ministres du Nil (Nile-COM) s'est tenue le 22 - 25 juin 2007 à Entebbe. Au cours de cette réunion, une nouvelle présidente du Nile-COM a été élue. Au nom de l'Initiative du Bassin du Nil entière, permettez-moi de féliciter l'Honorable Maria Mutagamba, Ministre des Eaux et l'Environnement à l'occasion de son élection à la Présidence du Nile-COM. De même, je voudrais remercier chaleureusement la Présidente sortante, l'Honorable Odette Kayitesi, le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme de la République du Burundi, pour son soutien et ses conseils clairs durant son mandat en tant que présidente du Nile-COM.

De plus, cela me fait plaisir de constater que le Nile-COM, à la recommandation du Comité Technique Consultatif du Nil (Nile-TAC), a approuvé le Projet du Développement Institutionnel de l'Initiative du Bassin du Nil. Ainsi, entre autres objectifs, l'approbation de ce projet permettra d'entamer la préparation du terrain pour la mise en place d'une structure permanente du Bassin du Nil. Je remercie vivement le Nile-COM et le Nile-TAC pour leur considération.

Les Programmes d'Action Subsidaire (PAS) ont également réalisé du progrès significatif dans l'élaboration des projets d'investissement. Le Programme de la Vision Commune (PVC) a apporté d'énormes bénéfices à la région tels que l'engagement des pays, l'implication des parties prenantes ainsi que l'appropriation de la vision globale de l'IBN et la réflexion en termes transfrontaliers. Cet acquis avait été souligné dans l'évaluation de mi-parcours du Programme de la Vision Commune, effectuée pendant ce même trimestre. Permettez-moi, de nouveau, de remercier tous ceux qui ont participé à cet exercice.

Chers lecteurs, à l'occasion de ce troisième numéro de notre bulletin de cette année, nous voulons signaler que nous comptons sur vos commentaires pour pouvoir parvenir à des meilleurs résultats dans notre travail.

Audace Ndayizeye
DIRECTEUR EXECUTIF

Concluons le Cadre de Coopération , a réitéré la Présidente Sortante du Nile-COM

- 1998- Elaboration des directives des politiques déterminant le champ du Programme d'Action Stratégique.
- 1999- Lancement du Secrétariat de l'Initiative du Bassin du Nil.
- 2003- Lancement du Comité de Négociation du Cadre de Coopération.
- 2007- Conclusion des négociations politiques par le Nile-COM.



Participants au Nile-COM : Invité d'honneur, l'Honorable Al Hadji Kirunda Kivejinja 6^e à gauche, 5^e à Gauche ; Nouvelle Présidente, l'Honorable Mutagamba ; 6^e à Droite : Présidente Sortante, l'Honorable Kayitesi.

La Présidente sortante du Conseil des Ministres du Nil (Nile-COM), l'Honorable Odette Kayitesi, le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme du Burundi, a dit que les populations riveraines attendent avec impatience la mise en place concrète du Cadre de Coopération de l'Initiative du Bassin du Nil. Elle a donc prié le Nile-COM d'accélérer le pas pour achever cette démarche et sceller un accord en temps utile. L'honorable Ministre a souligné l'importance de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN) sur le plan du développement socio-économique au sein du Bassin du Nil. La Ministre a également noté que le Programme de la Vision Commune (PVC) est en train d'atteindre ses objectifs et les deux volets du Programme d'Action Subsidiaries (PAS) sont également sur la bonne voie, préparant des projets d'investissement sur le terrain. Elle a rappelé aux membres distingués du Nile-COM que les Partenaires en développement ont réitéré la nécessité de conclure le cadre de coopération et exprimé leur préoccupation concernant le retard de l'Erythrée au niveau de son adhésion à l'IBN. Elle a exprimé sa reconnaissance au Secrétariat de l'IBN durant son mandat à la présidence et elle a remercié les membres du Nile-TAC et du Nile-COM pour leur soutien. En conclusion, elle a réaffirmé l'engagement du Burundi en faveur de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN). La Ministre faisait ces remarques dans le cadre de son discours de fin de son mandat à la tête de Nile-COM, lors de la 15^{ème} réunion ordinaire du Conseil qui a eu lieu le 24 - 25 juin 2007 à Entebbe en OugandaSuite à la Page 2.....

Concluons le Cadre de Coopération	1
Lancement du Projet de Renforcement Institutionnel	3
Plateforme de Connaissance de l'IBN bientôt en marche	4
Gestion intégrée des Ressources et Genres	5
L'IBN participe à la 4 ^{ème} Réunion Bisannuelle du FEM	6
Les projets de l'IBN de développement démarrent bientôt	7
Le Système de Soutien aux Décisions de l'IBN est en cours	8
Bas niveau du commerce interne au sein des PBN	12

CONCLUONS LE CADRE DE COOPERATION PRESIDENTE DU NILE-COM

L'Ouganda, nouveau président du Nile-COM

Pendant la même séance, les membres du Conseil des Ministres du Nil ont élu l'Honorable Maria Mutagamba, le Ministre des Eaux et de l'Environnement de l'Ouganda, à la présidence du Conseil. Elle succède ainsi à l'Honorable Odette Kayitesi, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme du Burundi. C'est l'Égypte, soutenu par l'Éthiopie, qui a proposé l'Ouganda au poste suprême de l'Initiative.

L'Ouganda accepte la relève

Dans son discours d'acceptation de la présidence du Nile-COM, l'honorable Ministre a remercié les Membres pour avoir élu l'Ouganda à la présidence du Conseil pour l'année suivante. Elle a noté que ce poste sera complémentaire à son autre rôle de Présidente du Conseil des Ministres de la Commission du Bassin du Lac Victoria. Elle a également réitéré l'importance de l'établissement d'une institution permanente de l'IBN invitant tous les membres du Nile-COM à œuvrer vers cet objectif. Elle a souligné l'importance de l'eau au niveau du développement durable et a encouragé les femmes à participer davantage dans la gestion et le développement des ressources du Nil. Les partenariats pour la gestion des ressources dotées par Dieu, a-t-elle conclu, constituent un élément vital de développement.

L'Ouverture Officielle

Le Premier Ministre Adjoint, également Ministre d'Information et du Conseil National de la République de l'Ouganda, l'Honorable Al Hadji Kirunda Kivejinja, agissant au nom du Premier Ministre de l'Ouganda, était l'invité d'honneur à la cérémonie d'ouverture. Dans son discours d'accueil aux participants, il a encouragé tous les acteurs impliqués dans les questions du Nil à jouer leur rôle autrement. Il a évoqué l'importance historique et culturelle du Nil pour le bien-être de l'humanité. Il a également souligné la nécessité d'un environnement favorable à la coopération pour la

bonne gestion du Bassin du Nil. En outre, il a mis l'accent sur l'importance d'égalité d'opportunités pour le développement coopératif du Bassin du Nil. C'était l'Honorable Kamal Ali Mohamed, Ministre d'irrigation et des Ressources en Eau au Soudan, qui a passé la motion de remerciements, soulignant les propos encourageant du ministre ougandais et reconnaissant l'hospitalité chaleureuse que le Gouvernement de l'Ouganda leur a accordée.

Le Directeur Exécutif de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN), M. Audace Ndayizeye a mis en exergue les acquis réalisés pendant l'année précédente au niveau de l'exécution des projets et des programmes de l'IBN. Il a remercié les gouvernements des pays membres du Bassin du

« L'égalité d'opportunités est importante pour le développement coopératif du Bassin du Nil »

Nil pour leurs engagements vis-à-vis des démarches de l'IBN. Il a également exprimé sa gratitude envers les Partenaires en développement pour le soutien accordé à l'IBN jusqu'à présent.

Au nom des Partenaires en développement, M. David Grey, Conseiller principal sur les ressources en eau à la Banque Mondiale a rappelé aux participants des défis à surmonter au niveau du Bassin du Nil. Il a remarqué que le fait que les derniers trois présidents du Nile-COM soient des dames, était un indicateur de l'implication croissante des femmes dans la gestion des eaux du Nil. Tout en encourageant pays riverains à mener les discussions élu Cadre de Coopération à une conclusion logique, il a rassuré les participants du soutien continu des Partenaires en développement et a encouragé les

Les intervenants suivants se sont adressés à l'audience au nom de leurs pays respectifs : l'Honorable Didas Pembe Bokiaga, Ministre de l'Environnement, la Protection de la Nature, des Eaux et des Fo-

rêts de la République Démocratique du Congo (RDC); S.E. Mahmoud Abu-Zeid, Ministre d'Irrigation et des Ressources en Eau en Égypte; S.E. Ato Asfaw Dingamo, Ministre des Ressources en Eau en Éthiopie; S. E. John Mutua Kayuku, Ministre d'Irrigation et de l'Eau au Kenya; S.E. Ignatius Karegesa Kamali, Ambassadeur du Rwanda en Ouganda représentant l'Honorable Professeur Bikoro Munyanganizi, Ministre d'Etat Chargé du Développement des Eaux et des Mines au Rwanda, S.E. Ingénieur Kamal Ali Mohamed, Ministre d'Irrigation et des Ressources en Eau au Soudan; et M. Tesfamicael Kaleta, de l'Erythrée, au titre du membre observateur au Nile-TAC, représentant le Gouvernement de l'Erythrée.

Le Nile-COM

Les Ministres Chargés des Ressources en Eau dans les pays membres du Bassin du Nil constituent ensemble le Conseil des Ministres (Nile-COM), l'organe suprême de prise de décision de l'IBN. Le Nile-COM est à son tour soutenu par le Nile-TAC, un comité composé de deux cadres supérieurs, désignés par les pays membre respectivement.

Le Nile-COM se penche d'office, sur les questions relatives à l'eau et prend des décisions en fonction du rapport et les recommandations du Comité Technique Consultatif (Nile-TAC). Lors de la dernière réunion du Nile-COM, ce rapport a été présenté par le Président du Nile-TAC, l'Ingénieur Sottie Bomukama. La réunion Ministérielle du Nile-COM a été précédée par la 23^e réunion du Nile-TAC.

La prochaine (16^e) Réunion du Nile-COM

La prochaine réunion du Nile-COM aura lieu dans la République Démocratique du Congo (RDC)

Tom Wako - Responsable du Programme.

APPROBATION DU PROJET DE L'IBN DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Le Conseil des Ministres du Nil a donné son aval à la proposition de l'Initiative du Bassin du Nil d'élaborer et de mettre en œuvre un projet visant la rationalisation et la consolidation des acquis des Projets de la Vision Commune (PVC). Ce même projet a pour cible le renforcement de la gestion institutionnelle du secrétariat de l'IBN, du Bureau Technique Régional pour l'Afrique Orientale (BTRNO), et de l'unité de coordination du Programme d'Action Subsidaire pour les Lacs Équatoriaux du Nil (PASLEN). La proposition du projet a identifié les besoins en matière de renforcement institutionnel de l'IBN pour la période de 2008 à 2010 et énuméré les tâches cruciales à accomplir afin de développer la capacité institutionnelle de l'IBN jusqu'au niveau approprié.

L'objectif global du projet est de développer une architecture institutionnelle « unifiée » d'une IBN compétente, efficace et durable. Cette structure rajeunie servira à effectuer la mise en œuvre efficace des programmes et des projets de l'IBN, en particulier dans les domaines suivants:

1. Renforcement et harmonisation des capacités de gestion institutionnelle (*systèmes administratifs et financiers, suivi et évaluation, mécanismes de rapports, comptabilité, planification et mobilisation des ressources*)
2. Exploration et dessein d'une architecture institutionnelle approuvée de l'IBN-ayant un fondement juridique ferme et des principes clairs définissant les rôles et les responsabilités des toutes les institutions de l'IBN.
3. Etablissement d'un cadre Institutionnel solide pour l'Unité de Lacs Équatoriaux du Nil (ULEN) et le Bureau Technique Régional du Nil Oriental (BTRNO). Ces deux bureaux seront à leur tour utilisés pour faciliter l'élaboration des plans d'investissement au niveau des sous-bassins.

La Logique

La nécessité de consolider les acquis réalisés grâce aux projets du PVC et les investissements du PAS avait été soulignée. Ces derniers pourraient par la suite soutenir le développement et la mise en œuvre des meilleures pratiques, des politiques de la Gestion des Ressources en Eau Internationales (GREI) ainsi que l'application des directives pour tout le régime fluvial du Nil. On a déjà constaté qu'il faut une capacité institutionnelle accrue pour pouvoir aborder les questions de déve-

veloppement et la gestion intégrée des ressources en eau.

L'IBN doit donc suivre les principes de subsidiarité, d'appropriation locale et de clarté d'objectif. Le renforcement institutionnel aidera à accroître la capacité actuelle (quantités et compétences) en conformité de l'augmentation d'activités et de besoins d'investissements des PAS.

Le Projet de Renforcement Institutionnel (PRI) permet à l'IBN de fonctionner comme une organisation à part entière d'un bassin fluvial; étant donné qu'il facilite l'intégration des produits des projets du PVC. Il faudra, à cet effet, harmoniser à travers toutes les institutions de l'IBN les principes d'une administration rigoureuse, d'une gestion financière solide et des politiques fiables d'approvisionnement et de ressources humaines.

Impact Global du PRI sur l'IBN

Il est anticipé que lorsque le PRI sera en mesure de fonctionner à pleine capacité comme une institution efficace et efficiente d'un bassin fluvial, elle pourra mettre en œuvre, avec succès, les programmes et projets de l'IBN.

Résultats Attendus.

1. Renforcement de la gouvernance, du caractère et cadre juridique des institutions de l'IBN
2. Développement efficace des ressources en eau et bien coordonné à travers le bassin.
3. Amélioration de la gestion des ressources en eau, de la connaissance et de la circulation d'information.
4. Meilleure compréhension, articulation et implication des parties prenantes au niveau des questions du Bassin du Nil.

Autre Bénéfices

- Le maintien de l'élan atteint grâce aux négociations sur le Cadre de Coopération.
- Le PRI soutiendra l'intégration des activités de l'IBN au sein des plans nationaux.
- Gestion améliorée et durable, ainsi qu'un développement des ressources en eaux communes du Nil par des institutions efficaces et performantes de l'IBN grâce à la mise en œuvre réussie du PRI.

Le PRI va remplacer le Projet de la Vision Commune (PVC), un projet de coordination, qui jusqu'ici surveillait la mise en exécution efficace de sept projets séparés de la Vision Commune. Ce même projet assurait la coordination globale des actions concertées au sein des différents projets et confirmait leur conformité avec les lignes directrices de l'IBN.

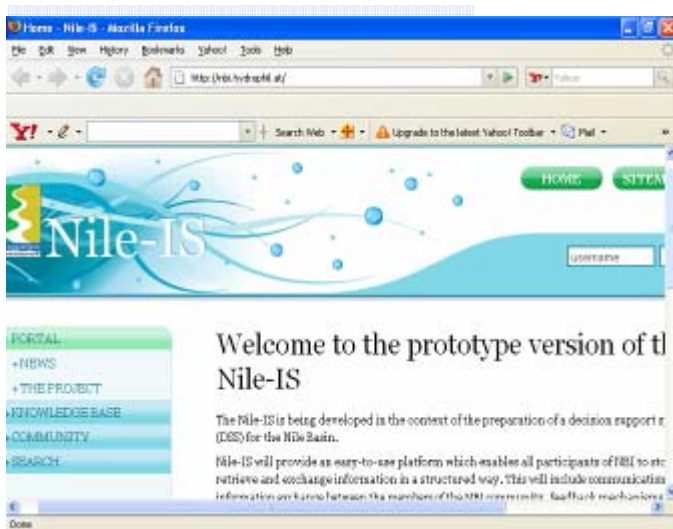
Les objectifs du Projet de Coordination du PVC sont comme suit :

- i. S'assurer de la surveillance efficace du PVC et de la coordination des projets/programmes de l'IBN
- ii. Renforcer la capacité de l'IBN pour réaliser du progrès sur toute l'étendue du Bassin.

Hamere-Wondimu- Responsable Principale des Programmes/Coordinatrice du PVC.

Le Nile-COM donne son aval au projet de Renforcement Institutionnel

A LANCER PROCHAINEMENT : PLATEFORME DE CONNAISSANCE DE L'IBN BASÉE SUR SITE-WEB.



Prototype du Nile-IS

Un nouveau système d'information de l'Initiative du Bassin du Nil basé sur le web intitulé « **Système d'Information Sur le Nil, Nile-IS** » est sur le point d'être lancé par le projet des ressources en eau. Cet outil est censé abriter un système d'information compréhensif. De plus, il va soutenir le stockage, la récupération et échange systématiques des renseignements pertinents.

Il est anticipé que le système fournira un accès aisé à

l'information, permettant aux populations riveraines et aux autres intéressés de tirer des leçons à partir des anciennes connaissances accumulées au cours des années à travers de nombreux projets et études. En même temps, ce système fournira de l'information pertinente au développement et à la gestion durable des ressources du Bassin du Nil.

Un prototype de cet outil a été développé et présenté à l'Atelier du lancement du Système de Soutien aux Décisions de l'IBN à Addis Abeba, en Ethiopie. On s'attend à ce que le système d'information soit entièrement opérationnel d'ici Février 2008.

Patrick Rutagwera – Responsable des TIC

UTILISATION EFFICIENTE DE L'EAU POUR LA PRODUCTION AGRICOLE ORGANISE UNE FORMATION : « GESTION DE L'EAU SUR LA FERME » DANS LE CADRE DE L'AGRICULTURE D'IRRIGATION.



Participants à l'atelier au Caire.

de sorte que les connaissances, les expériences et les meilleures pratiques dans le sous-secteur puissent être partagées avec les participants. Ceci peut être effectué à travers les discussions, les cours magistraux, les visites sur terrain (les fermes), ainsi que la consultation des centres pertinents de recherche. La formation a été organisée par le projet de l'Utilisation Efficace de l'Eau pour la Production Agricole (UEEPA), un programme basé à Nairobi, au Kenya. L'atelier a été accueilli par le Centre Régional de la Formation et des Etudes de l'Eau (CRFEE) rattaché au Ministère des Ressources en Eau et d'Irrigation (MRED), en Egypte. Les participants aux deux séances de formation étaient tous ressortissants des pays du bassin, y compris les représentants du Programme de l'Action Subsidaire du Nil Oriental (PASNO) et le Programme d'Action Subsidaire des Lacs Équatoriaux du Nil (PASLEN).

Plus de 32 technocrates, ressortissants des pays du Bassin du Nil ont été formés en « Gestion de l'eau sur la ferme » dans le cadre de l'agriculture par irrigation. Le programme régional de formation est désigné à traiter les questions de salinité, drainage et la gestion de l'eau. Deux sessions de formation étaient organisées : la première en Mai 2007 et la deuxième en Juillet 2007. Le Programme de formation était organisé

L'agriculture irriguée est pratiquée dans le contexte des programmes d'irrigation à grande échelle dans certains pays du bassin, tels que Souki, le Nil Blanc, le Nil Bleu, le Nouveau Halfa et Rahad au Soudan, la Delta du Nil et la Haute Egypte en Egypte, et dans le contexte des programmes d'irrigation plus limités dans les zones autour du Lac Victoria et du Lac Kyoga en Ouganda. Les grands programmes d'irrigation couvrent plus de 6 million hectares du Bassin du Nil, dont les deux-tiers se trouvent au Soudan (Rapport d'Analyse Environnementale Transfrontalière, 2001). Les programmes soutiennent une portion importante de la population et l'agriculture contribue une partie substantive du PIB dans l'ensemble du Bas-

Vincent Kabalisa – Spécialiste Principal, UEEPA

GENDER AND INTEGRATED RESOURCE MANAGEMENT

Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)

La GIRE propose une approche trans-sectorielle et holistique à la gestion de l'eau, face aux demandes croissantes et compétitives pour l'approvisionnement limité de l'eau fraîche. C'est une approche qui vise à s'assurer que le développement de l'eau, l'aménagement du territoire et l'utilisation des ressources connexes soient coordonnés afin d'optimiser la rentabilité économique et les bénéfices sociaux, sans compromettre la pérennité des écosystèmes (Source : Global Water Partnership : 2000)

Genre

Lorsqu'on évoque la question de genre, on se réfère aux différents rôles, droits et responsabilités attribués aux hommes et aux fem-

mes et les rapports de choix et aux ressources. Les rapports entre hommes et femmes et leurs responsabilités sont susceptibles à changer dans le temps.

Intégration du genre

Le processus d'intégration du genre implique l'analyse d'impacts de toute action planifiée sur les hommes et les femmes. Cela comprend les analyses sur le plan des législations, des politiques et des programmes dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Il s'agit donc d'une stratégie visant à faire ressortir les préoccupations et les expériences des femmes et des hommes en tant que dimension intégrale de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et des programmes. Ceci devrait se faire dans tous les domaines, que ce soit politique, économique ou social de sorte que les femmes et les



Effectuer un audit de genre : Qui fait quoi ?

Qui prend quelles décisions ? Qui utilise l'eau pour quel objectif ? Qui contrôle quelle ressource ? Qui est responsable de quelle obligation familiale ? (etc.)

La compréhension des différents rôles des genres, leurs rapports et leur inégalité peut permettre d'expliquer les choix que font les gens et pourquoi ils prennent des options différentes.



Genre : Rôles et Responsabilités des femmes et des hommes.

mes et les rapports qui existent entre eux. La terminologie genre ne se limite pas aux femmes ou aux hommes, mais elle se réfère plutôt à la manière dont leurs qualités, comportements et identités sont déterminés par le processus de socialisation. En général, la question de genre est associée à l'inégalité du partage du pouvoir,

hommes puissent en profiter de façon équitable et pour que l'inégalité ne soit pas perpétuée. Le but ultime dans ce cas, est d'atteindre la parité des genres (ECOSOC ; 1997)

La Perspective de Genre dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

L'application d'une perspective de genre et la facilitation d'intégration de la connaissance des femmes de l'environnement augmenteront les possibilités de maintenir la pérennité écologique.

Certes, les rôles des différents genres se distinguent lorsqu'il s'agit de puisement de l'eau, la collecte du bois de chauffage et de pâturage, et pour les besoins domestiques, et pour la génération du revenu. Etant donné leurs engagements distingués avec l'environnement naturel, les expériences et les connaissances des femmes sont essentiels pour une bonne gestion écologique (UNEP ; 2004).

Effectuer un audit de genre

L'audit de genre implique l'analyse des différences entre les femmes et les hommes (Qui fait quel type de travail ?)

Joel Arumadri- SGC

L'IBN PARTICIPE A LA 4^E REUNION BISANNUELLE DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)

Une délégation de l'IBN de haut niveau composée de M. Audace Ndayizeye, Directeur Exécutif de l'IBN ; Hamere Wondimu, Coordinatrice du Programme de la Vision Commune; M. Saad Eldin, Président du Comité d'Orientation du Projet d'Action Environnementale Transfrontalière du Nil (PAETN), M. J. B Collier, Responsable des Operations à la Banque Mondiale; Mirey Atallah, coordinatrice régionale du PNUD-FEM, M. Conisius Kanangire, Coordinateur Régional du Projet de la Formation Appliquée, et Gedion Asfaw, manager régional du PAETN a participé à la 4^{ème} Conférence bisannuelle internationale sur les ressources en eau organisée par FEM. La Conférence a eu lieu à Cape Town du 31 juillet au 3 août 2007. L'IBN a profité de cette occasion pour étendre son réseautage et apprendre davantage le fonctionnement d'autres organisations des eaux internationales.

L'IBN a participé au forum d'innovation et a exposé le paquet des matériaux de sensibilisation sur le Fleuve du Nil, à savoir le CD ROM interactif multimédia pour la sensibilisation sur le Fleuve du Nil, les affiches des programmes divers et le bulletin du Projet d'Action

Environnementale Transfrontalière du Nil (PAETN). Le PAETN a également participé à la compétition de conception des sites-web pour les eaux internationales (IW-Learn web-site)

Les domaines de concentration du FEM au niveau des eaux internationales ont pour cible les systèmes



Visiteurs d'Egypte et de la Banque Mondiale au Kiosque de PAETN

hydrographiques transfrontalières ; par exemple les bassins fluviaux avec les cours d'eaux qui traversent la frontière de leur pays d'origine, les ressources des nappes phréatiques partagées par plusieurs pays, ou écosystèmes marins bordés des plusieurs pays. Certaines des questions traitées comprennent : la pollution transfrontalière des eaux, la surexploitation des ressources des nappes phréatiques, l'exploitation

non-durable de la pêche, la protection des habitats des poissons, les espèces envahissantes et l'équilibre d'usages compétitifs des ressources en eau.

Etant donné que l'eau ne respecte pas les frontières nationales, les actions multiétatiques s'avèrent nécessaires afin de promouvoir le développement durable de ces systèmes étendus qui couvrent une grande portion de la terre. Le FEM permet aux pays de collaborer avec leurs voisins afin de modifier les activités humaines qui exercent de lourdes pressions

sur ces systèmes hydrographiques transfrontaliers et entravent les usages. De cette façon, les conflits autour de l'eau pourraient être évités, la sécurité pourrait être améliorée et l'on pourrait encourager l'utilisation durable des ressources afin de soutenir les objectifs mondiaux

Gedion Asfaw, PAETN-MRP

BIBLIOTHÈQUE DU BUREAU REGIONAL TECHNIQUE DU NIL ORIENTAL (BRTNO) BRANCHEE AU CENTRE DES RESSOURCES DU BASSIN



La bibliothèque du BRTNO est désormais branchée

La bibliothèque du BRTNO est maintenant opérationnelle et connectée au système électronique

du centre des ressources de l'Initiative du Bassin du Nil. La compilation d'un catalogue électronique des ressources documentaires est en cours et cela renforcera davantage l'accès et l'échange d'information à l'intérieur et à l'extérieur du Bassin. Le personnel du BRTNO et celui du

Projet de la Planification et de la Gestion des Ressources en eau ont été formés pour manier ce système. La connexion de la bibliothèque du BRTNO indique que cela fait 3 projets de l'IBN qui sont liés à son Centre des Ressources. Le premier était celui de l'Action Environnementale Transfrontalière du Nil, suivi du Projet de la Formation Appliquée, au Caire, en Egypte.

La collecte du matériel au niveau des bibliothèques fournit aux utilisateurs une richesse de connaissance utile pour la recherche et l'acquisition d'information sur le Nil dans les divers domaines de la gestion d'eau.

La bibliothèque, située au Secrétariat de l'IBN, vous offre une vaste gamme de l'information électronique sous forme de la bibliothèque vir-

tuelle et de la bibliothèque en ligne. Les deux sont accessibles, sur le site web de la bibliothèque : <http://library.nilebasin.org/>

Le Centre des Ressources est doté de facilités pour les utilisateurs de la bibliothèque qui s'intéressent à la recherche approfondie et à entrer en contact avec d'autres Plateformes de Connaissance. Il a également un catalogue en ligne accessible sur le lien suivant : <http://cyber.library.co.uk/opac.htm>

Le Centre est physiquement situé au Secrétariat de l'Initiative du Bassin du Nil, à Entebbe, en Ouganda.

Juliet Nakassaga, Bibliothèque-caire.

LANCEMENT DES PROJETS D'INVESTISSEMENT DE L'IBN

Ils sont au total 12 projets, initialement identifiés et présentés en 2001 au Consortium International pour la Coopération sur le Nil (CICN) pour un financement préparatoire dans le cadre des Programmes d'Action Stratégique (PAS) de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN). Ces projets sont actuellement soit sur le point de démarrer soit en cours d'exécution. Les projets qui se regroupent sous le portefeuille du Programme d'Action Subsidaire du Nil Equatorial (PASNE), s'élèvent à sept (7) portants sur le commerce et le développement de l'énergie, la gestion des ressources naturelles et les programmes de développement.

Parmi ces projets à lancer, certains portent sur l'Évaluation Stratégique, Sectorielle, Sociale et Environnementale d'Options de Développement de l'Énergie (ESSE) qui vise à élaborer un plan cadre pour aider les pays membres dans la sélection d'options d'approvisionnement de l'énergie. Ce même plan devrait faciliter les interconnexions de transmission régionale et la participation multilatérale au développement de l'énergie avec l'appui des institutions financières.

Le Projet Régional Hydroélectrique de Rusumo, visant le développement de l'Énergie à Usages Multiples (PRHR) a déjà réalisé des progrès significatifs. Les consultants pour la



Chutes de Rusumo: Site Potentiel du P.E.H

principale étude de faisabilité au niveau de la génération, de la transmission et du développement à objectifs multiples ont été commissionnés et un financement, s'élevant à 8,2 millions de dollars américains a été obtenu grâce au soutien de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

Le projet générera 60-70 MW d'énergie et c'est anticipé qu'il sera achevé en 2011. Le PRHR est une copropriété du Burundi, du Rwanda et de la Tanzanie, ayant pour objectif l'approvisionnement d'une nouvelle catégorie d'énergie ainsi que le renforcement de la capacité des interconnexions existantes grâce à la génération de l'énergie hydroélectrique renouvelable. En outre, le Projet vise à étendre les nouvelles lignes d'alimentation aux zones reculées et à améliorer la fiabilité d'énergie au niveau régional par l'interconnexion des réseaux de la RD Congo orientale, du Burundi, du Rwanda et de la Tanzanie. Une station hydroélectrique sera construite aux chutes de Rusumo, sur la rivière de Kagera, et les lignes de transmission seront reconstituées de sorte que les trois pays membres soient connectés pour effectuer des transactions en énergie.

La mise en œuvre du Projet Régional de l'Interconnexion et Transmission de l'énergie a été lancée en Février 2006 grâce au financement accordé par la Banque Africaine de Développement, s'élevant à 3 millions dollars américains. L'étude finale de faisabilité définitive, comprenant le dessin détaillé et les documents d'adjudication étaient censés être achevés en Novembre 2007. Le coût total de la mise en exécution des lignes principales de transmission s'élève à environ 160 millions de dollars américains.

Ce projet servira de base pour la surveillance des lignes de transmission entre le Burundi, la R.D. Congo, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. Il va renforcer les connexions existantes et celles qui seront établies entre les pays des Lacs Équatoriaux du Nil et les autres réseaux régionaux. Également, il va promouvoir les transactions énergétiques au sein de la sous-région.

Les projets de Gestion et de Développement des Ressources naturelles, regroupant trois ressources en eau transfrontalières intégrées ; et les projets de préfinancements de Mara (Kenya et Tanzanie), Sio-Malaba-Malakisi (Kenya et Ouganda) et Kagera (Burundi, Tanzanie, Rwanda et Ouganda) ; ainsi que les

Etat de progrès des Projets du PASNEL

1. Commerce Énergétique – Plan-cadre d'énergie déjà élaboré.

2. P. E.H de Rusumo – 8,2 m de \$ américains obtenu de la B.M et de la B.A.D et Consultants pour l'étude de faisabilité de génération et de transmission sont commissionnés

3. Projet Régional interconnexion et de Transmission – Mise en œuvre a commencé en février 2006. Appui financier de la B.A.D s'élève à 3 m de \$ américains. Coût total de transmission s'élève à 160 m de \$ américains.

4. Projet de Gestion des Ressources Naturelles Mise en œuvre des Projets de pré-investissement déjà en cours. Coût total des 4 projets s'élève à 24m de \$ américains.

5. Projet d'Élimination de la Jacinthe d'Eau – sera incorporé au Projet de Gestion d'Environnement du Lac Victoria que la Commission du Lac Victoria est en train de préparer.

6. Projet Régional de Commerce et de Productive Agricole : 7,78 m de \$ américains fourni par l'ACDI par le biais de la B.M. Mise en œuvre commence en Octobre 2007.

projets de pêche aux Lacs Albert et Edward partagés par l'Ouganda et la R.D.Congo, sont déjà en cours d'exécution. Le coût total de ces quatre projets s'élève à 24 millions de dollars américains.

Le projet d'Élimination de la Jacinthe de l'Eau au niveau de la rivière de Kagera sera incorporé au Projet de la Gestion Environnementale du Lac Victoria (PGELV2), celui de l'Agriculture et celui du Commerce Régional ont déjà atteint des niveaux avancés de préparation dont la mise en œuvre est censée commencer en Octobre 2007. Un montant de 7,78 millions de dollars américains a été fourni pour ce projet destiné à promouvoir la croissance économique chez les populations pauvres du Bassin du Nil.

Les Projets de PASNE et de PASNO font partie du Programme d'Action Stratégique de l'Initiative du Bassin du Nil. Le PASNE a été conçu pour coordonner et faciliter la préparation collective des projets par plusieurs pays. Quant au Programme d'Action Stratégique pour le Nil Oriental (PASNO) composé de l'Égypte, du Soudan, et de l'Éthiopie, l'objectif visé est de développer conjointement les ressources en eau du Nil Oriental. Ce Programme a déjà créé l'ambiance de sécurité et de confiance parmi les pays participants.

Source : « NELSAP News »

SYSTEME DE SOUTIEN AUX DECISIONS DE L'IBN EST EN ROUTE

Le Projet de Planification et Gestion des Ressources en Eau de l'IBN a lancé le développement d'un système de Soutien aux Décisions (SSD) pour l'Initiative du Bassin du Nil (IBN). Une étude compréhensive d'identification des besoins pour le SSD est en route. Elle sera suivie du dessein conceptuel et de l'élaboration d'un plan de développement du SSD. Les deux composantes du projet devraient être complétées au début de 2008.

L'objectif à long terme du Système de Soutien aux Décisions du Bassin du Nil est de développer la capacité analytique qui soutiendra, de manière durable, les efforts de planification, et de gestion au niveau national, sous-régional et régional. Vu que c'est le premier SSD conçu pour l'ensemble de l'IBN, il est envisagé qu'il va se concentrer initialement sur les enjeux de l'eau, car ceux-ci, étant de nature transversale, permettront de renforcer la capacité de communication, de partage et d'analyse d'information dans l'ensemble de l'IBN. Toutefois, on reconnaît que le SSD doit également pourvoir aux besoins nationaux d'engagement et de durabilité.

Les fonctions bénéfiques primaires du SSD consistent à fournir une plateforme de communication qui facilitera l'identification en commun des stratégies de développement et des projets potentiels de coopération. Le SSD fournira également les avantages mutuels sous forme d'évaluation d'impacts et de formulation des

plans alternatifs de développement et de

valuer les options possibles et des conséquences de chaque décision.

Le SSD du Bassin du Nil

Objectif primaire du développement du SSD du Bassin du Nil est de renforcer la capacité analytique au niveau du Bassin afin de soutenir, de façon durable, les efforts de planification et de gestion au niveau national, sous régional et régional.

Le SSD fournira une plateforme de partage des connaissances, de compréhension du comportement d'un système fluvial, d'évaluation des programmes alternatifs de développement et de gestion et de soutien à la prise de décision avisée par une perspective régionale.

Éléments principaux du SSD du Bassin du Nil :

- Une interaction graphique avec l'utilisateur
- Un modèle du Bassin du Nil
- Un jeu d'outils d'analyse

gestion de l'eau. De même, il offrira l'occasion d'examiner conjointement les bénéfices commerciaux et les options de l'agencement des investissements. En outre, le SSD du Bassin du Nil en tant qu'instrument régional, ouvre la voie pour la mise en exécution des méthodes intégrées de la gestion des ressources en eau au niveau national, sous-régional et régional. Le système facilitera le processus de prise des décisions en fournissant des renseignements fiables, des outils d'analyse permettant d'é-

Le SSD du Bassin du Nil

Un système de Soutien aux Décisions peut être défini comme un système informatique interactif et intégré, composé d'outils d'analyse et des dispositifs de gestion d'information, tous désignés de façon à appuyer les décideurs des politiques lorsqu'ils doivent résoudre les problèmes non-structurés et de grande envergure dans le domaine de la gestion des ressources en eau.

Développement des Capacités

Parallèlement au développement du système, l'IBN a fourni des opportunités de formation aux riverains du Nil sous forme de formations de longues (Mastères) et de courtes durées dans les divers domaines pertinents. Actuellement, le premier groupe des boursiers de Mastères en Science sont sur le point de terminer leur année de cours magistraux à l'Institut de l'UNESCO-IHE et bientôt commenceront leurs projets de recherche.

Dr. Abdulkarim H. Seid

Spécialiste Régional Principal SSD

LES MANAGERS DE PLANIFICATION ET D'OPERATIONS DES AGENCES

ENERGETIQUES VISITENT L'EGYPTE

Entre le 20 et le 22 août 2007, les Managers des Agences énergétiques des pays membres de l'Initiative du Bassin du Nil (IBN) ont effectué une visite technique en Egypte. La visite a été organisée par le Projet Régional du Commerce énergétique. Les délégués, 21 au total, ont été accueillis et adressés par Son Excellence Dr. Hassan Younes, Ministre d'Electricité et d'Energie en Egypte. Dans son discours d'accueil, le Ministre a souligné l'importance d'une approche régionale aux études d'évaluation, au développement des ressources disponibles dans la région et au développement d'un plan stratégique

d'investissement au niveau de l'infrastructure du Secteur énergétique.

Les experts de la planification de l'énergie du Ministère de l'Electricité et de l'Energie et de l'Agence Egyptienne d'Electricité (AEE) ont fait plusieurs présentations à l'intention des délégués. Ces communications portaient sur les enjeux de planification du Secteur énergétique, du développement des marchés et des projets d'interconnexion au niveau régional. Suite à la page.....9



Réunion avec les Managers des Agences énergétiques

LES MANAGERS DE PLANIFICATION ET D'OPERATIONS DES AGENCES ENERGETIQUES VISITENT L'EGYPTE

Les délégués ont également visité plusieurs laboratoires d'analyse d'équipement, les centres de formation et de développement de leadership, des instituts régionaux de contrôle et les trois Barrages d'Aswan sur le Nil.

Outre l'occasion qu'elle a offerte aux délégués de créer des réseaux et d'établir une plateforme d'échange d'idées et des renseignements liés à la planification, à l'opération des connexions intégrées, et au développement du marché énergétique, la visite technique a permis aux participants de faire part des idées et expériences retenues dans les domaines suivants :

- Pratiques réussies dans l'accélération d'électrification des zones rurales y compris le rôle joué par les fabricants locaux d'équipements électriques.

- Adaptation des normes et critères d'électricité - au niveau national et régional - aux besoins locaux, y compris les projets transfrontaliers d'interconnexions à haute tension.

- Meilleures pratiques dans la distribution de desseins et d'opérations d'électricité.

- Meilleures pratiques dans la gestion de demande et sur les réseaux alternatifs d'électricité visant l'alimentation des communautés rurales

reculées.

- Renforcement de l'utilisation des résultats de recherche et de développement au bénéfice du secteur énergétique entier.

- Techniques réussies de mobilisation des fonds pour les projets de l'infrastructure d'énergie au niveau national et régional.

La visite technique était d'une grande valeur aux ingénieurs et au personnel d'agences énergétiques des pays membres de l'IBN. Elle a également déclenché la possibilité de dialogue continu sur les enjeux du secteur énergétique.

Kamu Karekaho- MRP, CER

LES GENS SONT AU CŒUR DE LA GESTION DES BASSINS VERSANTS - DR. SOLOMAN ABATE



Bassins versants dégradés : Résultat d'activités humaines

sans considérer l'interaction entre les gens et l'utilisation de la terre et de la végétation. « A moins que vous considériez cette interaction dans son ensemble, vous ne pouvez pas isoler les composantes physiques et tenter de prévenir la dégradation des bassins versants » a-t-il dit. Selon Dr. Abate, la gestion des bassins versants représente un moyen plus approprié pour traiter les problèmes de l'environnement, ce qui explique le choix de ce projet comme méthode de travail. Dans un entretien récent avec le Responsable de Communication du Bureau Régional Technique du Nil Oriental (BRTNO)*Suite à la Page 10*

Le coordinateur Régional du Projet de Gestion de bassins versants, Dr. Solomon Abate a souligné qu'on ne peut pas s'adresser aux questions de la gestion des ressources communes

LES GENS SONT AU CŒUR DE LA GESTION DES BASSINS VERSANTS

Il définit un bassin versant ou une zone de captage des eaux comme une surface de confluent commun d'un cours d'eau. Les zones de captage des eaux sont également connues comme les bassins hydrographiques. Pour effectuer les diverses activités humaines, les gens utilisent plusieurs composantes des bassins hydrographiques et cela influe sur les autres éléments individuels dans la zone, ainsi que sur le système entier. Donc, il faut, comme préalable, comprendre la nature et les dynamiques de l'interaction afin d'effectuer les interventions durables censées restaurer ou renforcer l'équilibre biophysique et l'environnement social propice.

Au niveau du bassin, la dégradation de la zone de captage est souvent due à la culture des surfaces marginales et des pentes raides des collines qui provoque ainsi le risque

d'érosion. Par voie de conséquence, cela mène au phénomène de l'érosion du sol et de l'ensablement des rivières. La gestion des zones de captage par le biais de la conservation du sol et de l'eau, du boisement et du reboisement, et de l'amélioration des pratiques foncières consiste d'une mesure importante au sein du bassin car la terre et les ressources en eau sont rares ici et les terres marginales sont de plus en plus utilisées pour l'agriculture.

Le Projet de la Gestion des Bassins Versants (GBV) de l'IBN est censé implanter des pratiques durables de gestion des zones de captage au niveau des sous-bassins de Tekeze/Atbara, Abbay/Nil Bleu, le Grand Nil et les fleuves de Baro/Akobo/Sobat/Nil Blanc en Egypte, en Ethiopie et au Soudan. Le Projet GBV est censé améliorer les conditions de vie des

populations qui dépendent des zones de captage, améliorer la productivité agricole, protéger l'environnement, réduire l'érosion et diminuer l'ensablement des voies fluviales, des réservoirs d'alimentation des barrages et des canaux d'irrigation.

Le GBV est l'un des projets sous le Programme d'Action Subsidaire du Nil Oriental (PASNO) de l'Initiative du Bassin du Nil. Les acquis de ce projet à ce jour consistent de l'achèvement des activités préparatoires, l'élaboration d'un atlas social et l'identification des sites pour les projets d'urgence. L'unité de gestion du projet est basée à Addis Abeba en Ethiopie.

Source : Adapté du Bulletin Trimestriel du BRTNO du juin 2007

L'IBN VA EFFECTUER UN AUDIT DE GENRE.

L'IBN s'apprête à effectuer un audit de genre, censé déboucher sur l'élaboration d'un plan d'action du niveau de genre et d'un système de suivi pour assurer l'égalité des genres. Cette décision est ressortie d'un Atelier Régional du lancement du Projet sur l'Egalité des Genres qui a eu lieu du 19 au 21 Septembre 2007 au Secrétariat de l'IBN à Entebbe.

L'atelier avait pour objectif de faire évoluer la compréhension du sens d'intégration ou d'institutionnalisation du concept de genre et d'expliquer pourquoi cette démarche est importante au niveau des activités de l'IBN. L'atelier devrait également fixer les objectifs et la portée d'une analyse de genre et initier la discussion sur les méthodes et les outils que l'IBN devrait utiliser dans son évaluation de besoins relatifs au

genre. On devrait, lors de l'atelier, formuler les rôles et les responsabilités, les mécanismes de participation, le mandat, la comptabilité et les étapes d'exécution du programme. Un plan de travail pour la première année, indiquant les résultats escomptés et les indicateurs vérifiables, a été convenu. On s'est également mis d'accord sur les produits, le calendrier d'activités, les tâches du personnel et les mécanismes de suivi et d'évaluation.

L'atelier a été organisé sous l'égide de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) par le biais du Projet Régional des Institutions Africaines pour l'Egalité des Genres (RIAEG). Le Projet RIAEG approuvé par l'ACDI sert de véhicule pour acheminer l'assistance technique aux partenaires régionaux grâce à l'institutionnalisation du processus

d'intégration de l'égalité des genres. Les 4 institutions participant à ce projet comprennent : le Forum pour la Recherche Agricole (FRA) à Accra (Ghana), le Secrétariat de Initiative du Bassin du Nil (IBN) à Entebbe (Ouganda), l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) de Tunis (Tunisie), et le Centre Africain de Politiques Commerciales (CAPC) à Addis Abeba en Ethiopie.

Les personnes suivantes ont assisté à l'atelier : le Directeur Exécutif de l'IBN, M. Audace Ndayizeye, la Responsable Principale des Programmes et Coordinatrice du PVC et des Projets de PAS. Mlle. Hemere Wondimu.

Pamela Lakidi – Assistante de Suivi et d'Evaluation – Secrétariat de l'IBN

L'IBN ATTEINT SON BUT DE DEVELOPPEMENT DE CONFIANCE



Atelier d'Orientation des Députés des pays membres de l'IBN

Une Evaluation de parcours effectuée sur le Programme de la Vision Commune (EMP) qui a eu lieu du 16 au 27 juillet 2007 a constaté que l'IBN est en train d'atteindre des résultats importants. L'évaluation conjointe a été effectuée par les Partenaires en Développement ; représentés par la Banque Mondiale, le GTZ, le PNUD et le DFID. Dans cet exercice, l'IBN était représentée par le Directeur Exécutif, la Responsable Principal des Programmes / Coordinatrice du PVC et le Spécialiste Régional de Suivi et d'Évaluation. Impliqués également dans l'exercice étaient les Managers Régionaux des Projets sous le PVC (MRP), les membres du Comité Consultatif de l'IBN (Soudan, Tanzanie et Ou-

ganda), et les consultants indépendants. Les participants à l'évaluation ont conclu que le PVC est pour l'essentiel en train d'atteindre ses objectifs et ils ont qualifié le Programme de PVC de pertinent aux besoins du bassin. Le programme de la Vision Commune (PVC) est multiétatique, multisectoriel et basé sur les sub-

ventions destinées à l'action collaborative, l'échange d'expériences, et au développement de capacité et de confiance; le tout visant à ériger une base solide pour la coopération régionale. La coopération et le développement des capacités ont été réalisés à travers de nombreux projets menés dans le cadre du Programme de la Vision Commune, à savoir : le projet de l'Action Environnementale Transfrontalière à Khartoum, l'Utilisation Efficace de l'Eau pour l'Agriculture à Nairobi, le projet de formation appliquée au Caire, le Commerce Énergétique à Dar-es-Salaam, la Planification des Ressources en Eau, à Addis Abeba, et la Coordination de PVC, à Entebbe.

Selon le rapport d'évaluation, les acquis principaux

comprennent : le renforcement d'échange d'information parmi les diverses parties prenantes, l'amélioration de la Coordination de PVC à travers une infrastructure solide de la mise en exécution du projet, le développement des capacités, l'élaboration d'outils et des cadres d'analyse transfrontaliers, la proposition d'idées novatrices et d'opportunités pour l'implication du secteur privé. Ces acquis vont guider la préparation des Programmes d'Action Subsidiare (PAS) et renforcer le dessein d'investissements futurs.

Le rapport a noté qu'une masse critique du personnel est nécessaire pour



Collaboration au niveau de la communauté.

surmonter les défis associés aux projets multiétatiques, ayant des bailleurs de fonds multiples. Une équipe de gestion bien qualifiée et énergique, prompte à réagir et souple dans le traitement de demandes émergentes et sensible à la bonne gouvernance est l'un des éléments critiques à la mise en exécution réussie du programme. Le rapport souligne également qu'un comité d'orientation actif et une surveillance étroite, sont également des éléments essentiels au succès du programme.

L'IBN est en train d'évoluer du statut transitionnel vers une forme institutionnelle au caractère permanent.

Source- Rapport d'EMP

- La plupart des projets sous PVC sont essentiellement sur la bonne voie et vont accomplir leurs objectifs de développement
- Les projets nécessitant la prolongation de durée devraient se concentrer davantage sur les composantes et les activités cruciales afin d'atteindre de façon substantive, leurs objectifs de développement.
- Il a été recommandé que certains projets soient rapportés à la Phase 2 afin de mieux consolider leurs acquis.

L'Etude de Potentialité sur « La Promotion du Commerce dans le Bassin du Nil » a fait ressortir des défis intéressants pour les pays du bassin du Nil (PBN). L'Etude qui met en évidence ces défis fait partie d'autres cinq études de potentialité commissionnées par le Projet de Partage des Bénéfices et du Développement Socio-économique (PBDS). L'Etude dirigée par l'Institut National de Planification de l'Égypte a été effectuée par le Groupe de Travail sur le Commerce Transfrontalier. L'Institut est membre du Réseau Transfrontalier pour le Développement du Nil (RTDN), un organisme créé par le Projet pour mener la recherche qui est pertinent au développement Socio-économique des PBN. D'autres membres de ce Groupement sont : le Burundi, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda.

L'Etude sur le Commerce Transfrontalier a montré que le commerce entre les PBN reste très limité (2% du Commerce total des PBN avec le reste du monde entier). Selon le Rapport de l'Etude de Potentialités publié en Juillet 2007, le plus important volume de commerce interne au sein de la région est réalisé par le Kenya. Le volume total du commerce entre ce pays et les PBN s'élève jusqu'à 13% de son chiffre d'affaires global. L'Égypte, en termes absolus, a le montant le plus important du Commerce avec les PBN étant donné que son volume global représente 50% du total des PBN.

Quant aux exportations entre les pays du bassin, le Rapport révèle que les PBN représentent environ 2,4 % du volume d'exports des PBN vers le reste du Monde. L'exportateur le plus actif vers les PBN est le Kenya qui envoie 32% de ses exportations.

Les données sur les importations au sein des PBN dévoilent une conclusion similaire : il y a très peu de volumes d'importations parmi

les PBN. Les importations au sein des PBN représentent environ 2,4 % du total d'importations des PBN venant du reste du Monde. Le Soudan est l'importateur le plus important des pays partenaires car il importe environ 6,8% des PBN.

Le rapport qui fournit d'amples détails sur le volume du commerce entre les PBN conclut que le commerce au sein des PBN est quasi négligeable, se concentrant sur un ou deux produits. Alors que ces faits présentent un défi majeur aux PBN, ils pourraient être considérés en même temps comme une opportunité possible, vu que ces mêmes pays cherchent actuellement des occasions pour renforcer leurs efforts et tirer la région du gouffre de la pauvreté à travers la coopération économique intégrée. Le renforcement des relations commerciales est donc possible, mais pour ce faire, il faut une forte volonté politique et une facilitation immédiate au commerce.

Ce rapport, de même que les autres rapports des Groupes de Travail du Réseau Transfrontalier pour le Développement du Nil va être examiné par le Réseau au cours d'un atelier prévu du 29 au 30 Octobre 2008 à Entebbe. L'Atelier se terminera par une consultation avec les parties prenantes le 31 Octobre 2008. Le processus est également censé conduire à l'identification des sujets prioritaires pertinents de recherche qui fournira la base au programme de recherche de RTDN / PBDS.

Dan Temu – Manager Régional du Projet, PBDS.

Téléphone: +256 (414)
321424/321329

Visitez notre site web :

www.nilebasin.org

Comité de Rédaction :

Président : Gordon Mumbo

Rédacteur : Joel Arumadri

Membres : Sammy Tayie,

Jean Mvuyekure

Assistant de Mise en page et
publication : Patrick Rutagwera

Veillez envoyer vos commentaires à: jarumadri
@nilebasin.org

« Atteindre le développement social et économique durable à travers l'utilisation et le partage équitables des bénéfices communs du Bassin du Nil »

ÉVÉNEMENTS FUTURS

16-18 Octobre 2007, PAETN, Formation sur l'Eau, les zones humides et la Biodiversité, Naivasha, Kenya.

11-12 Octobre 2007, PBDS, Liaison, Mise à jour, BRTNO.

16-18 Octobre 2007, Réunion du Fonds Fiduciaire du Bassin du Nil, (FFBN), Helsinki, Finland.

16-17 Octobre 2007, Atelier du Système de Soutien aux Décisions (SSD), Addis Abeba, Ethiopie.

8 Novembre, Forum de PBDS pour le réseautage avec le Secteur Privé.

29-30 Novembre Forum de PBDS /RTDN, Entebbe, Ouganda

5-8 Novembre 2007, Formation En – ligne des Enseignants (EE&S) Dar-es-Salaam, Tanzanie.

26-29 novembre 2007, Conférence Internationale sur l'Éducation à l'Environnement, Inde.

11-15 Décembre Atelier de Planification du Secrétariat du Nil.